

La Gazette des Comores

Paraît tous
les jours sauf
les week-end

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

23^{ème} année - N° 4403 - Mardi 20 Juin 2023 - Prix : 200 Fc

POLITIQUE

G10, la coalition a éclaté en pleine course à la présidentielle



C'est bien connu, les alliances politique sont aussi éphémères que la promesse d'un ivrogne, le temps que l'alcool se dilue et déjà qu'il est prêt à remettre en cause tout ce qu'il avait promis. Dans un pays où les partis politiques sont des ensembles vides (absence d'idéologie) qui n'existent que pour parvenir au pouvoir, former une alliance politique solide reste une chimère.

C'est un désaccord fondamental qui oppose les leaders de ce qui restait encore du G10, qui n'avait de 10 que le nom car, trois partis avaient déjà pris la porte il y a un peu plus

d'une année. Cette fois, trois autres semblent pousser la porte vers la sortie après une réunion en Visio des chefs de partis. « Le G10 a eu à faire face, lors d'une réunion audiovisuelle des chefs des partis tenue le 15 juin courant, à une question politique d'une haute importance stratégique: celle de la tenue des élections de 2024 concernant la présidence de l'Union et les Gouvernorats des îles autonomes » lit-on dans le communiqué de presse sorti par Soma, APSI et Komor Ya Lewo na Meso.

LIRE SUITE PAGE 3

1er Dhoul hedj 1444
Prières aux heures officielles
Du 16 au 20 Juin 2023

Lever du soleil:

06h 24mn

Coucher du soleil:

17h 50mn

Fadjr : **05h 13mn**

Dhouhr : **12h 10mn**

Ansr : **15h 05mn**

Maghrib: **17h 53mn**

Incha: **19h 07mn**



ELECTIONS 2024

La CRC rameute ses troupes à Fomboni

Samedi dernier le parti CRC a rassemblé ses militants à la salle multifonctionnelle de Fomboni en présence de plusieurs personnalités du parti, y compris la première dame. L'objectif est d'appeler les jeunes à adhérer au parti au pouvoir.

La salle multifonctionnelle de Fomboni était pleine à craquer ce samedi 17 juin. Ce sont surtout des militants et des sympathisants qui viennent de prendre leur carte d'adhésion au parti CRC (Convention pour le renouveau des Comores). Six discours ont été prononcés et ont mis en avant l'engagement du parti en faveur du développement, en soulignant l'importance de renforcer les compétences des membres du parti pour une gouvernance efficace. « La réunion d'aujourd'hui a été un grand succès,

avec l'adhésion de 1600 nouveaux membres au parti. Cela témoigne de la conviction que les comoriens ont envers la vision du président Azali. Nous sommes déterminés à former, aux côtés des cadres expérimentés du parti, une nouvelle génération de leaders compétents et à promouvoir la méritocratie au sein du parti CRC » précise lors de son intervention Nour El-Fath Azali, le Conseiller privé du chef de l'État.

Une équipe technique se trouvait sur place pour procéder à l'enregistrement des nouveaux membres et à délivrer des nouvelles cartes d'adhésion. Pour Yousof Mohamed Ali (alias Belou) secrétaire général du parti « la présence massive des habitants de Mohéli à cette réunion démontre leur adhésion à la vision du chef de l'État. Nous avons réalisé d'importants progrès en termes d'infrastructures et de reconnaissan-

ce internationale de notre diplomatie. Il est temps de défendre notre bilan et remporter les prochaines élections en offrant une gouvernance solide et compétente ».

Le chargé de communication du parti CRC Msa Ali Djamal ajoutera qu'à l'approche des élections « nous voulons consolider notre base militante, donc notre socle électoral et c'est la raison pour laquelle nous sillonnons les villes, villages et régions du pays pour convaincre les citoyens, les jeunes et les moins jeunes de toutes catégories socioprofessionnelles à rejoindre les rangs du parti CRC » dit-il, avant de poursuivre : « C'est parce qu'il est primordial que chacun contribue au développement étant donné que nous avons un bilan honorable ».

Pour lui, le président de la république a montré que « nous pouvons construire notre pays, ensemble



nous pouvons faire de ce pays un pays émergent doté d'infrastructures stratégiques prioritaires. Je pense aux infrastructures sanitaires comme l'Hôpital El-Maanrouf, à l'énergie vu les réalisations en termes des centrales photovoltaïques installées dans les îles, les infrastructures routières mais également le rayonnement de la diplomatie

comorienne. C'est la première fois que les Comores ont accédé à la présidence de l'Union africaine, c'est très important et nous pouvons faire plus si vous nous apportez encore la confiance aux prochaines élections présidentielles et gubernatoriales ».

Riwad

CENI À ANJOUAN

Des superviseurs et points focaux formés sur les techniques du recensement

Dans le cadre du processus de révision exceptionnelle des listes électorales, un coordinateur, des superviseurs et des points focaux ont suivi une formation théorique et pratique pour la manipulation des équipements dédiés aux inscriptions. Après deux jours de formation, le coup d'envoi sera lancé pour un mois, afin d'inscrire 70 000 nouveaux électeurs au niveau national.

Madame Siti Marahaba, vice-présidente à la CENI, lance un vibrant appel aux femmes à s'inscrire pour les prochaines élections présidentielles de 2024 et des gouverneurs de 2025. « Les femmes venez vous inscrire et sensibilisez-vous entre fem-

mes au lieu de rester au foyer et se rendre victime après » appelle-t-elle avant de rappeler que « toute femme doit mettre dans sa tête qu'il faut figurer sur une liste électorale pour pouvoir être candidate demain ».

21 000 nouveaux électeurs doivent être inscrits sur la liste de l'île d'Anjouan sur 70 000 prévus au niveau national. Dans un temps jugé « très court », certains acteurs défient la CENI de pouvoir répondre aux attentes de la population. « Les décideurs ont trainé le pas jusqu'à maintenant. C'est impossible de pouvoir faire ce travail et le rendre le 30 juillet. Les mascarades vont démarrer, et nombreux ne seront pas inscrits », avance Boura Assane militant de l'UPDC. Et d'ajouter : « La

composition exclusive de la CENI, va fausser les élections sur toute la ligne ». Ce dernier est recadré par Ali Abdou alias Chala, superviseur qui dit que « les politiques ne doivent pas jouer avant le match. Le fair-

play est de mise et ils doivent savoir qu'ils ne peuvent pas nous manipuler pour ici ».

Quant à Maître Gérard Youssoufa, chargé de la communication de la CENI et formateur principal de cet atelier il botte en

toucher, la crainte de toute politique de manipulation et appelle la population concernée à comprendre que la démocratie s'exprime dans les urnes. « Nous avons quarante kits d'où quarante équipes au niveau national. On envisage d'enrôler jusqu'à 70 000 nouveaux électeurs. Anjouan on estime à 21 000 nouveaux électeurs. 10 équipes seront mobilisées et seront amovibles dans les 20 communes. Les statistiques veulent qu'on enregistre 70 personnes par jour, pour atteindre l'objectif de 21 000 nouveaux électeurs. Il y a aussi la possibilité de rajouter des équipes pour aller très vite », dit-il.

Nabil Jaffar



ÉTAT CIVIL

La Mairie de Mutsamudu a enregistré un manque à gagner de 10 millions fc

Depuis plus de quatre mois que la commune de Mutsamudu se heurte à une grave pénurie de copie intégrale biométrique. Le maire de la capitale Zarouki Bouchrane parle d'un manque à gagner de 2 500 000fc par mois.

Mutsamudu ne fait pas l'exception à ce problème lié à la pénurie de copies intégrales biométriques et d'autres documents d'état civil. « C'est un problème national. Ces documents biométriques sont importés de l'étran-

ger pour que la France puisse avoir un regard, sur les démarches administratives qui la concernent », souligne le maire, qui parle encore d'une situation très dure, autant sociale que financière.

Un état civil qui fait entrer par mois près de 4 000 000 fc, selon la Mairie, enregistre une chute grave de recettes. « Nous n'encaissons que 1 500 000 fc par mois au lieu de quatre », précise le maire, tout en annonçant que les imprimés seraient à Moroni depuis le 17 juin et dans les îles à compter de cette semai-

ne. « Ca sera un soulagement pour nous », lance-t-il.

A noter que c'est depuis plus de trois à quatre mois que la mairie est secouée par ce manque de copies intégrales biométriques, un document capital pour plusieurs démarches administratives. Une situation qui affecte tout le monde et la mairie annonce qu'ils auraient perdu presque 10 000 000 FC pour ces 4 mois.

Nabil Jaffar



POLITIQUE

G10, la coalition s'est désagrégée en pleine course à la présidentielle

Suite de la page 1

Ces trois formations ne sont plus d'accord avec la ligne politique que les quatre autres partis veulent imposer, notamment en posant comme préalable à la tenue des élections présidentielles et des gouverneurs la fin de l'opération Wuambushu à Mayotte. « L'autre groupe des partis DOUDJA dirigé par le Président MZE SOULE Abdou Elbak, FNJ dirigé par Monsieur Mahmoud HODAR, COMORES ALTERNATIVE dirigé par Monsieur Saïd ABDILLAH et

MOICHIWA dirigé par Monsieur MOISSULI soutient la position selon laquelle il faut prioriser la lutte contre l'opération Wuambushu, les élections pouvant être renvoyées à une période ultérieure. » Une position jugée démagogique ou peu réaliste par l'autre camp. « Wuambushu existe depuis 47 ans, ce n'est pas en boycottant les élections qu'on peut résoudre ce problème » a semblait avancer l'ancien gouverneur de l'île autonome de Ngazidja Mohamed Abdoulwahab.

En tout cas le positionnement

des trois partis contestataires n'est rien d'autre que celui que le G10 avait adopté le 19 mars dernier quand il avait annoncé son départ de la mouvance présidentielle. « Il a affirmé son engagement à œuvrer pour la tenue des élections de 2024, seule voie démocratique pour imposer une alternance au sommet de l'Etat et des îles. Il a appelé l'ensemble des forces vives à s'engager avec lui pour exiger en plus des revendications de chaque groupement, la mise en place d'un cadre de concertation et de supervision du processus électo-

ral d'une part et la sécurisation des élections par une force similaire à celle de l'AMISEC de 2006 », renchérit le communiqué.

Cette implosion du G10 met un peu plus en avant la fragilité des oppositions qui ont du mal à parler d'une même voix et par conséquent ouvre un grand boulevard au chef de l'Etat pour une probable réélection. Plus qu'ailleurs, les élections en Afrique sont bien connues pour être les tombeaux idéals des alliances politiques et le G10 n'a pas dérogé à la règle. Ce qui est

sûr, l'opération de Darmanin à Mayotte a fini par Wuambushu l'alliance du gouverneur Anissi Chamsidine l'une sinon la seule autorité comorienne à avoir lutté contre cette opération. « En effet, le Gouverneur Anissi Chamsidine, est l'auteur du seul acte pris par une autorité publique pour s'opposer au débarquement au port et aéroport de Ndzuanu contre nos compatriotes déportés par la France de l'île comorienne de Mayotte », conclut le communiqué.

ASB

SOCIÉTÉ

Des acteurs outillés sur le changement social et comportements

Une quinzaine de facilitateurs nationaux, issus des différents secteurs du gouvernement et des ONG sont actuellement en formation sur l'approche SBS (changement social et comportement). Ces derniers sont appelés à acquérir les connaissances de base sur la SBS pour l'intégrer dans les planifications sectorielles afin de jouer pleinement leur rôle de facilitateurs lors de l'élaboration de la stratégie nationale SBS.

L'UNICEF et la direction générale de l'information (DGI) ont organisé une formation de deux jours du 14 au 15 juin à Moroni, au profit des acteurs nationaux issus des différentes directions ministérielles (santé, éducation, protection de l'enfant,) et des ONG. Cette formation a pour but d'outiller les principaux acteurs nationaux issus des différents secteurs à savoir l'éducation, la santé, la protection de l'enfance et le

Wash, sur la nouvelle approche SBC, première étape avant la tenue de l'atelier national d'élaboration et de validation de la stratégie nationale SBS. Dans son discours, le chef du programme santé et nutrition à l'UNICEF Dr Ménard Folefack a rappelé qu'en 2020, l'UNICEF a appuyé la DGI pour le renforcement des capacités des facilitateurs nationaux issus des différents secteurs de programme pour jouer un rôle important dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie nationale C4D, mais la pandémie de COVID 19 a stoppé le processus et par la suite un changement a été opéré au niveau global faisant évoluer l'approche de C4D à la SBS (Social and Behavior Change).

« C'est pourquoi, ces mêmes acteurs et d'autres issus de différentes directions et de la société civile sont conviés aujourd'hui et demain pour le renforcement de leurs capacités sur la nouvelle approche SBC, première étape



avant la tenue de l'atelier national d'élaboration et de validation d'un document stratégique utile pour accompagner le processus de changement social et comportemental aux Comores », souligne-t-il. Ce dernier reste convaincu qu'après cette formation, les participants auront les connaissances de base

sur la SBS pour l'intégrer dans les planifications sectorielles et pourront jouer pleinement leur rôle de facilitateurs lors de l'élaboration de la stratégie nationale SBS.

Pour mémoire en 2019, la direction générale de l'information (DGI), en partenariat avec l'UNICEF, a réuni l'ensemble des

acteurs de communication et du volet communautaire au sein d'une plateforme C4D (Communication pour le développement) dont le but est de disposer d'un cadre d'échange pour un changement stratégique des actions de communication et d'engagement communautaire dans les domaines de l'éducation, la protection de l'enfant, la santé y compris la vaccination la nutrition et le wash. Des facilitateurs nationaux issus des différents secteurs de programme ont été identifiés et ont été formés pour jouer un rôle important dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie nationale C4D. Il est donc important de renforcer les compétences des facilitateurs pour intégrer la nouvelle approche SBC en vue de disposer de document stratégique utile pour accompagner le processus de changement sociale et comportemental, au profit des droits de l'enfant.

Andjouza Abouheir

PATRIMOINE CULTUREL DE L'OCÉAN INDIEN

Lacement des formations sur le patrimoine culturel architectural

La Commission de l'Océan Indien (COI), à travers son projet régional de « développement des industries culturelles et créatives en Indianocéanie » (ICC) lance sa formation sur le patrimoine de la région. Le but est d'identifier le patrimoine bâti des cinq pays bénéficiaires du projet.

Cette formation sur les métiers du patrimoine s'inscrit dans la continuité de l'activité d'inventaire des architectures traditionnelles qui a pour but, d'identifier le patrimoine bâti des cinq pays bénéficiaires du projet, à savoir : Madagascar, Maurice, Mozambique, Seychelles et Union des Comores. Cela permettra également de répertorier les éléments

intangibles (tradition, savoir-faire) et les qualités bioclimatiques des éléments architecturaux identifiés. Ce programme de formation qui s'adresse aux équipes techniques nationales des cinq pays, composées d'un représentant du ministère en charge de la culture et de deux techniciens du patrimoine et de l'architecture, sera menée par un expert indépendant le 21 au 28 juin aux Comores, du 28 au 10 juillet à Madagascar, du 24 au 2 août aux Seychelles, et enfin du 05 au 18 septembre au Mozambique.

Au cours de cette formation pratique, les membres des équipes techniques nationales pourront se familiariser avec l'outil numérique développé dans le cadre du projet ICC. « L'outil permettra de collecter des

données géo-référencées selon les critères définis lors de la formation en ligne qui s'est tenue le 26 mai dernier, tels que les matériaux de construction, l'usage des bâtiments, l'état de convention et les éléments du patrimoine culturel immatériel (PCI) liés au patrimoine bâti », souligne un communiqué de la COI. Et d'ajouter : « Ces données pourront servir de base pour les pays dans leur démarche d'inscription au patrimoine mondial de l'UNESCO en identifiant et valorisant les similarités du patrimoine culturel des pays de l'Indianocéanie. Sachant que la région compte actuellement sept sites inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO.

Pour rappel, le projet ICC de la COI vise à construire des sociétés

humaines plus inclusives en dynamisant les industries culturelles et créatives comme des leviers importants du développement socioéconomique, tant à l'échelle locale que régionale. Il est mise en œuvre par la

COI, financé par l'AFD. Les activités liées au patrimoine culturel architectural sont menées par un prestataire externe.

Nassuf Ben Amad

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
 Saïd Omar Allaoui
Directeur de la publication
 Elhad Saïd Omar
Rédacteur en chef
 Mohamed Youssef
Secrétaire de rédaction
 Toufé Maecha
Rédaction
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 Maoulida Mabé
 Andjouza Abouheir
 Nassuf Ben Amad
 Kamal Gamal Abdou

Nabil Jaffar
 Riwad
 A Bardraoui
Mise en page
 Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
 Mariama Mhoma
Documentation archiviste
 Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
 Mohamed Saïd Hassane
Impression
 Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45



UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU ET DES HYDROCARBURES

PROJET D'ACCÈS À L'ÉNERGIE SOLAIRE AUX COMORES

UNITÉ DE COORDINATION DU PROJET

AVIS DE RECRUTEMENT

Le Projet d'Accès à l'Énergie Solaire aux Comores recrute pour son **Unité de Coordination du Projet (UCP), un spécialiste en renforcement des capacités en énergie.**

Les candidats intéressés sont priés de prendre connaissance des termes de référence en envoyant une demande à l'adresse mail suivante : djaanfaree@yahoo.fr Cc : infospaesc@gmail.com ou de prendre connaissance des termes de référence à partir du lien ci-après : <https://soneleccomores.com/termes-de-references-pour-recrutement/>

Date de publication : 01 juin 2023

Date limite de dépôt des candidatures : 21 juin 2023 à 12h30 heure locale de Moroni

1. PROFIL REQUIS

Le spécialiste en renforcement des capacités en énergie de l'UCP devra :

(a) Avoir un diplôme universitaire de niveau supérieur (Bac + 5 années au moins) dans les domaines d'éducation suivante : **Énergie, ingénierie, économie de l'énergie, économie environnementale, économie de développement,**

(b) Disposer d'une expérience professionnelle de 5 ans au minimum en matière de conseil politique et de soutien aux programmes dans les domaines généraux de l'accès à l'énergie et des énergies renouvelables dans différents contextes de développement, de préférence pour l'énergie solaire

(c) Avoir au moins 5 ans d'expérience pratique et active dans la planification, la coordination et le pilotage ; dans un poste similaire sur le renforcement des capacités dans des projets financés par les partenaires au développement ou par le Gouvernement

(d) Avoir une connaissance pratique du français, une connaissance moyenne de l'Anglais

(e) Avoir une expérience professionnelle pertinente sur les activités de renforcement des capacités institutionnelle ;

(f) Avoir une bonne connaissance des ODD, de l'agenda 2063 de l'Union Africaine et le Plan Comores Émergent

2. PERIODE ET CRITERES DE PERFORMANCE

Le premier contrat sera d'une durée de 12 mois avec une période d'essai de 6 mois renouvelable une fois.

Si à l'issue de cette période de 12 mois, l'évaluation des performances est satisfaisante, le contrat sera d'un an, renouvelable selon les conclusions du rapport annuel d'évaluation de chaque année.

3. CONSTITUTION DU DOSSIER

1. Les candidats intéressés devront fournir un dossier complet composé de :

- Une lettre de motivation adressée à monsieur le Coordinateur de l'Unité de Coordination du Projet d'Accès à l'Énergie Solaire aux Comores ;
- Un curriculum-vitae actualisé ;
- Des copies certifiées conformes à l'original des diplômes, certificats et tout autre document attestant l'expérience professionnelle ;
- Une lettre d'engagement à déclarer tout conflit d'intérêt avant l'entrée en fonction ;
- Une copie de la CNI ou Passeport.

2. Bien plus, le candidat devra avoir un casier judiciaire vierge et ne devra pas avoir été révoqué de la Fonction Publique, de la Magistrature ou d'un organisme parapublic ou privé ;

Des renseignements complémentaires en rapport avec les compétences, l'expérience et l'éthique des candidats présélectionnés pour le poste pourraient être vérifiés ultérieurement.

Les dossiers de candidature seront déposés au **Secrétariat de l'Unité de Coordination du Projet PAESC, Route de Salimani – Sahara – Moroni**

4. CONDITIONS D'EMPLOI

- Le spécialiste en renforcement des capacités en énergie sera une personne physique et individuelle rattachée à l'Unité de Coordination du Projet ;
- C'est un poste individuel à temps plein ;
- Le spécialiste en renforcement des capacités en énergie est appelé à s'abstenir de toute situation qui pourrait le mettre en conflits d'intérêts dans le cadre de la mission qui lui est assignée.